

# REVUE DE PRESSE

## NOV - DÉC 2025



Collecte & tri • Transition écologique • Recyclage & traitement

# SOMMAIRE

## Collecte & tri

- P 5 **Bientôt une expérimentation inédite contre les dépôts sauvages ?**  
La République de Seine-et-Marne
- P 6-7 **La Seine-et-Marne, « pas si mauvaise élève » mais peut encore mieux faire**  
La République de Seine-et-Marne
- P 8 **Grand Paris Sud expérimente des capteurs pour les déchets dangereux**  
La République de Seine-et-Marne
- P 9 **Pour lutter contre les dépôts sauvages, des caméras vont être déployées dans le département**  
La République de Seine-et-Marne
- P 10 **Des caméras pour identifier et punir les pollueurs**  
Le Parisien

## Transition écologique

- P 12 **Une campagne pour sensibiliser au réchauffement climatique**  
Back Market
- P 13 **Changement climatique : comment a évolué l'opinion des Français en 10 ans ?**  
ADEME
- P 14 **Réparer l'électroménager avant la panne avec l'association UnNouveauCycle**  
ADEME
- P 15 **Pourquoi préférer un smartphone reconditionné ?**  
ADEME
- P 16 **RÉGAL : des réseaux régionaux au service de la lutte contre le gaspillage alimentaire**  
ADEME
- P 17 **Sobriété : comment concilier magie de Noël et écologie ?**  
ADEME
- P 18 **Un héron en matériaux recyclés élit domicile sur les berges de Seine**  
La République de Seine-et-Marne

## Recyclage & traitement

- P 20 **5 start-ups françaises qui redéfinissent l'upcycling**  
La french Fab
- P 21 **Amélioration des leviers de collecte de D3E**  
ADEME



# Collecte & tri

## ENVIRONNEMENT. Bientôt « une expérimentation inédite » contre les dépôts sauvages ?

Le 9 décembre, le Département de Seine-et-Marne organise ses Assises de lutte contre les dépôts sauvages. Une « expérimentation inédite » doit y être annoncée.

Les chiffres sont hallucinants. Chaque année, la lutte contre les dépôts sauvages coûte 900 000 € au Département de Seine-et-Marne. En 2024, 865 personnes ont ainsi été prises en flagrant délit sur le territoire, forçant la collectivité à durcir ses moyens d'action.

« Une expérimentation inédite sera annoncée le 9 décembre, lors des Assises départementales de lutte contre les dépôts sauvages, qui seront organisées à Melun, indique Béatrice Rucheton (LR), vice-présidente de la collectivité en charge de l'Environnement. On a par ailleurs rencontré tous les syndicats de gestion des ordures ménagères et signé cinq conventions avec des déchetteries. Elles vont permettre à la grande majorité des agences routières du département d'accéder à la déchetterie la plus proche, lorsque nos agents ramassent des déchets sauvages. La Seine-et-Marne possède 4400 km de routes, favoriser la proximité pour éviter les longs déplacements paraissait être du bon sens. »



Chaque année, le Département de Seine-et-Marne débourse 900 000 € pour lutter contre les dépôts sauvages Illustration Actu.fr

### « Le tonnage baisse d'année en année »

Depuis 2015, le conseil départemental, au titre de sa politique de protection de l'environnement, a notamment investi 4,5 millions d'euros dans la lutte contre le fléau. « En 2022, nous avons lancé un observatoire pour dresser un inventaire des dépôts, un dispositif renforcé par un plan de lutte adopté en juin 2024, rappelle Béatrice Rucheton. En janvier 2025, nous avons également signé un protocole d'accord avec les trois parquets de Seine-et-Marne,

permettant de renforcer les sanctions et la prévention. On propose aux contrevenants de suivre un stage de citoyenneté à leurs frais sur le thème de la préservation de la nature, ou d'effectuer des travaux d'intérêt général pour la commune dans laquelle ils ont effectué le dépôt sauvage. S'ils acceptent, le parquet classera l'affaire. Mais s'ils refusent, il poursuivra les individus au tribunal de police, en réclamant une amende de 400 €. » Soit près de quatre fois le montant de l'amende initiale.

Surveillance par satellite, campagne d'affichage, sensibilisation dans les établissements scolaires, opérations de ramassages volontaires... Le Département multiplie les efforts pour tenter d'endiguer le phénomène: « Le tonnage baisse d'année en année, preuve que notre politique paie », assure Béatrice Rucheton, qui précise également que des tests sont en cours pour faciliter l'accès aux déchetteries, qu'il s'agisse des horaires ou des modalités d'accès.

● Maxime BERTHELOT



## TRI DES DÉCHETS. La Seine-et-Marne, « pas si mais peut encore mieux faire... »

La poubelle jaune, c'est pour le tri. Cette tâche, de plus en plus prise en compte par les tions de Citeo, qui a dévoilé ses chiffres pour l'année 2024. Qu'en est-il en Seine-et-Marne ?

### SEINE-ET-MARNE

« Le carton, c'est dans la poubelle jaune ». Le tri est désormais entré dans les mœurs, mais certains ont encore le doute, ou n'ont simplement pas le réflexe. Même s'il y a du mieux, du travail reste à faire pour que le tri soit bien réalisé. C'est d'ailleurs tout le travail mené par Citeo, qui a publié ses statistiques 2024 quant au soin apporté au tri par les Seine-et-Marnais. Focus sur ces données.

### Évolution du tri

Quasiment le poids du Français moyen. En 2024, chaque Français a, en moyenne, trié 72 kilogrammes d'emballages ménagers et de papier graphique. Mais ça, ce sont les chiffres à l'échelle nationale.

À l'échelle locale, la réalité est tout autre, et les Franciliens n'ont trié « que » 47,5 kilogrammes de ces déchets sur la même période.

Pourquoi cette disparité entre les territoires ? « L'Île-de-France est toujours derrière, on ne sait pas vraiment pourquoi », avoue Laurent Dalibon, directeur régional de Citeo Île-de-France. Ce qui est certain, c'est qu'en Seine-et-Marne, on atteint un volume de 51,9 kilogrammes d'emballages ménagers et de papiers triés par habitant en 2024, un chiffre en évolution de 2 % par rapport à 2023, ce qui fait « un département pas si mauvais élève ».

« Il y a une grosse différence entre la petite et la

grande couronne. Dans cette dernière, l'habitat est plus vertical, urbain, et la question du tri est plus facile à s'approprier que dans l'habitat collectif », justifie-t-il.

Dans le détail, une baisse notable est à noter : celle du volume de papier trié, qui s'élève à 7,7 kilogrammes par habitant, et en recul de 15,7 % sur un an. « Cela s'explique par l'effondrement du gisement de papier, et la désaffection des habitants pour ce matériau », souligne-t-il. Le verre, lui, est légèrement mieux trié qu'avant, avec une hausse de 1,1 % en un an, pour atteindre 21,3 kilogrammes par habitant et par an. Du mieux, mais on en retrouve encore beaucoup dans les ordures ménagères. Belle performance aussi pour les emballages légers (22,9 kg par habitant et par an), en progression de 10,8 %.

### Des perspectives

Vous l'aurez vu, il y a des évolutions, mais ce n'est pas encore assez, notamment en regard avec les objectifs de la France en la matière, alors que le taux de recyclage moyen de l'ensemble des emballages ménagers atteint 69 % à l'échelle

nationale. Citeo ne désarme pas, et met en avant plusieurs dispositifs, qui devraient (ou font déjà) leurs preuves pour inciter à mieux trier.

**40 %**  
de l'aluminium  
est recyclé

Il évoque ainsi la tarification incitative, système de « compteur à déchets », qui se développe un peu partout en France, et est déjà en place dans le nord du département, autour de Dammarin-en-Goële, et devrait être expérimentée dans les environs de Meaux d'ici 2027, ou autour de La Ferté-sous-Jouarre.

« Il s'agit de l'effet de levier le plus important qui soit. Partout où vous la mettez en place, on observe une augmentation de 30 % des performances de tri, et donc une diminution dans les mêmes proportions des ordures ménagères. La difficulté est l'important besoin de pédagogie à faire pour sa mise en place », observe-t-il.



Et vous, savez-vous ce qu'il faut mettre dans votre poubelle jaune ? PH/SM77

Ordures ménagères, verre, emballages, plastiques... le tri des déchets n'en finit pas de faire parler. Pourtant, selon certains bilans, la Seine-et-Marne demeure le département d'Île-de-France le plus assidu en matière de tri. État des lieux.

## RECYCLAGE. Les ressourceries, ces lieux qui mettent la seconde main en avant

Durant l'hiver, une ressourcerie ouvrira ses portes sur le site de la déchetterie de Pontault-Combault. De quoi faire changer les habitudes de gens en matière de tri.

### PONTAULT-COMBAULT

Faire changer les mentalités. Voici l'un des objectifs déclarés de la future structure qui va ouvrir ses portes à l'entrée de la toute nouvelle déchetterie de Pontault-Combault. Au cours de l'hiver, une ressourcerie doit en effet voir le jour. « Il s'agira de la première ressourcerie de notre périmètre », récapitulait, il y a peu, Dominique Rodriguez, le président du Smitom, le syndicat mixte d'enlèvement et de traitement des ordures ménagères, présent sur un territoire de 39 communes.

Ajouté à la déchetterie est opérationnelle depuis la fin du printemps, la future ressourcerie, elle, est encore en travaux. « Avant de nous lancer dans ce chantier, nous avons fait le tour de France des recycle-



La nouvelle ressourcerie de Pontault-Combault ouvrira ses portes dans le courant de l'hiver. Smitom

ries pour voir ce qui existait, histoire de voir ce qu'il fallait faire et surtout ne pas faire », résumait celui qui est aussi maire du village de Presles-en-Brie, à quelques kilomètres de Pontault-Combault. C'est ainsi qu'est né ce projet offrant une remarquable superficie de 1 500 m<sup>2</sup>. Le bâtiment sera divisé en deux espaces. D'un côté, un lieu de stockage, et de l'autre, un espace dédié à la vente.

Car pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, la ressourcerie qui s'apprête à

voir le jour est un lieu où « on redonne une nouvelle vie aux objets que certaines personnes ne veulent plus ».

### Vêtements, mobilier et électroménager

« Le but de ce lieu est de permettre aux gens qui viennent jeter des affaires à la déchetterie de nous remettre des objets du quotidien, relativement en bon état, qui pourraient resservir », commentait Sabine Thauvin, la co-présidente de l'asso-

ciation qui va gérer la recycle. Après un premier tri, puis une vérification et un nettoyage, l'objet peut ainsi prendre la direction de la salle de vente, avec un prix défiant toute concurrence. « C'est encore difficile de donner une fourchette aujourd'hui, mais disons que la plupart des objets que nous revendrons seront accessibles entre 50 centimes et 30 euros », estimait la co-présidente de l'association. Avant de reprendre : « Pour les objets les plus chers, nous organiserons des ventes spéciales ».

Textiles, vaisselles, jeux pour enfants, mobilier, livres ou encore appareils électroménagers se retrouveront dans les étals de la ressourcerie, plutôt que dans les bennes de la déchetterie. « L'idée, c'est vraiment de faire prendre conscience aux gens que la seconde main existe. D'ailleurs, avec les temps qui courent, c'est une thématique qui prend de plus en plus de place », formulait Dominique Rodriguez en guise de conclusion.

● Jérôme LEMONNIER

## DÉPÔTS. Une déchetterie flambant neuve

### VAUX-LE-PÉNIL

C'est une déchetterie neuve, moderne et plus grande que la précédente, qui a ouvert ses portes à Vaux-le-Pénil, en octobre dernier. Située rue de Terre-de-Chéry, elle a coûté 3 millions d'euros et a nécessité un an de travaux. « On constate une montée en puissance de la fréquentation, indique Franck Vernin, le président du Smitom-Lombrie, le syndicat mixte intercommunal du traitement des ordures ménagères, qui gère 11 sites. Aujourd'hui, nous en sommes à 1 000 visites par mois, mais on peut accueillir encore plus d'usagers puisque le site est dimensionné pour recevoir 30 000 visiteurs par an, ce qui représente 150 passages par jour. »

La déchetterie dispose désormais de 14 quais, avec des espaces élargis et sécurisés pour les dépôts, et une circulation automobile en boucle pour que les conducteurs ne se croisent pas.

« Répondant à l'augmentation de la population, ce lieu agrandi n'est plus sectorisé et tous les habitants qui vivent sur le territoire du Smitom-Lombrie peuvent s'y



La nouvelle déchetterie de Vaux-le-Pénil est ouverte depuis octobre dernier. Smitom-Lombrie

rendre, précise Franck Vernin. Mais il est utilisé surtout par les Pénivauxois et ceux qui vivent dans les quartiers nord de Melun, ainsi que dans les communes voisines, comme Rubelles ou Voisenon. »

À noter que l'ex-déchetterie, la construction d'une usine de traitement des emballages est en cours de construction. Elle sera livrée dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2026 et pourra traiter jusqu'à 35 000 tonnes. De quoi encore améliorer les bonnes habitudes de tris.

● A.G.B.

■ Ouverture en semaine de 9h à 12h et de 13h à 17h (fermeture à 16h30 le vendredi).

## mauvaise élève »,

foyers français, est au cœur des préoccupations de réponse.

On note aussi le développement, notamment par le Civaltri, dans la région de Coulommiers, et le Sietrem de Lagny-sur-Marne, de collectes dédiées aux gros cartons, sur le modèle d'une borne d'apport volontaire. Un détour presque obligatoire, le carton étant un « gisement qui explose » avec le développement fulgurant du commerce en ligne, ce qui en fait un « perturbateur du bac jaune car il prend beaucoup de place ». Et le dispositif semble fonctionner, même s'il y a encore peu de recul. « Je pense que cela fait partie des voix d'avenir », assure-t-il.

On note aussi le travail sur le tri en habitat collectif, mené notamment dans le nord du département. « Le Pays de Meaux, dans une approche très systémique, reprend toute la question de l'habitat collectif : il y a des diagnostics, on repère qui sont les parties prenantes, ceux qui peuvent contribuer à faire passer le message du tri en vérifiant qu'il y a la bonne dotation et la bonne communication. Les bennes sont équipées d'un système d'IA qui reconnaît les erreurs de tri lorsque le bac est basculé



Laurent Dalibon est directeur régional de Citeo en Île-de-France. Citeo

dans le camion, ce qui guide la communication des ambassadeurs de tri », développe-t-il.

Et pour davantage de performances, les outils industriels continuent à être développés et améliorés. Développement de la consigne pour recyclage, ou développement du réemploi sont d'autres pistes, mais il faudra encore travailler, au niveau national, sur le plastique et l'aluminium, « sur lesquels nous ne sommes pas encore au rendez-vous ». « Le taux de recyclage de l'aluminium est de l'ordre de 40 %, et le plastique, tous confondus, de 26 % : on est loin des objectifs, donc on veut mettre l'effort dessus », termine-t-il.

● Paul VARENGUIN

## Emballages ménagers et papiers triés (en kilos, par habitant, par an)



## Les Seine-et-Marnais trient chaque année...



Les Seine-et-Marnais et le tri des déchets (Infographie : Y.Y. Source : Citeo)

## ZOOM. Quel bilan pour les 4 poubelles ?

Depuis 10 mois, les habitants de 18 communes autour de Fontainebleau sont passés de deux à quatre poubelles, pour le maintien de la collecte en porte à porte. État des lieux.

### PAYS DE FONTAINEBLEAU

Si l'objectif annoncé par le Smitom de la Région de Fontainebleau était de maintenir un « service quasiment unique » de collecte des quatre flux en porte à porte, il a été au centre des critiques à son lancement. Depuis mars 2025, les habitants de 18 communes\* sont passés de deux à quatre poubelles. « Le changement des camions nous avait contraint à repenser le système de collecte, mais l'objectif était bien sûr de maintenir le même service aux habitants, tout en conservant nos performances de tri », détaille Pascal Gouhoury, le président du syndicat.

### « Ça favorise le tri »

Et selon les premiers chiffres annoncés, les retours sont positifs, avec une baisse de 12,3 % des ordures ménagères et une



18 communes des environs de Fontainebleau disposent de la collecte en porte à porte pour les déchets. Y.Y./SM77

hausse de 1,5 % des emballages. « Les usagers trient davantage, car nous avons diminué la fréquence de ramassage : cela favorise le geste de tri », estime-t-il. Les points d'apport volontaires des biodéchets jouent aussi : 200 tonnes de biodéchets ont été collectées depuis le 1<sup>er</sup> janvier, sur 20 000 tonnes de déchets au total, à travers le territoire.

« C'est un démarrage pour les biodéchets, mais je suis convaincu que le tonnage ne fera qu'augmenter », positive Pascal Gouhoury. Du côté des habitants, c'est la fréquence de ramassage de la poubelle

la majorité des personnes concernées », détaille-t-il. À la marge, des réorganisations ponctuelles de collecte sont aussi envisagées pour certaines rues ou quartiers.

### Des zones test dans quatre villes

Cependant, un autre levier va prochainement être mis en place : des zones test « en accord avec les riverains » vont être déployées à Moret-Loing-et-Orvanne, Samois-sur-Seine, Fontainebleau et Montigny-sur-Loing pour essayer des regroupements de bacs, qui pourraient, en cas d'essais concluants, devenir des points d'apport volontaire. « On essaye toutes les possibilités, car parfois, les habitants n'ont pas la place d'avoir quatre poubelles », conclut Pascal Gouhoury.

\*Avon, Bois-Le-Roi, Bourron-Marlotte, Champagne-sur-Seine, Chartrettes, Fontainebleau, Fontaine-le-Port, Héricy, Montigny-sur-Loing, Moret-Loing-et-Orvanne, Samois-sur-Seine, Samoreau, Saint-Mammès, Thomeray, Vernou-la-Celle, Villecerf, Villemer et Vulaines-sur-Seine.

● Julien VAN CAEYSEELE

## FOCUS. La consigne, la solution d'avenir ?

### SEINE-ET-MARNE

Plus de 9 Français sur 10 y seraient favorables. C'est ce qu'affirme Citeo, après la publication des résultats du sondage réalisé par l'institut CSA sur la mise en place d'un dispositif de consigne. Mais quel est son intérêt ?

### Vers le retour de la consigne ?

A priori perçu comme un « système de bon sens », la consigne pourrait être une piste pour réduire les déchets et, surtout, « lutter contre la pollution plastique », comme l'explique Laurent Dalibon, directeur régional de Citeo en Île-de-France. « Si la France n'atteint pas un certain niveau de recyclage de ses bouteilles boisson d'ici à la fin de l'année 2026, la consigne devrait s'imposer à nous », souligne-t-il. Dans les faits, le taux de retour dans les pays ayant mis en place un système de consigne est de 80 à 90 %, « là où la France fulmine à 53 à 56 % aujourd'hui, alors qu'on a démarré la collecte sélective il y a 30 ans », poursuit-il.

Des systèmes existent déjà dans les supermarchés, où



Aujourd'hui, le verre se rapporte en point d'apport volontaire pour être recyclé. PH/SM77

des machines sont installées. Elles récupèrent vos bouteilles en échange de quelques centimes, que vous pouvez dépenser en magasin. Par exemple, l'entreprise B.Bot collecte les bouteilles incolores, qui redeviendront des bouteilles et des bouteilles colorées, transformées en fibres textiles. Elle en aurait déjà collecté 464 997 498 à travers la France.

● Paul VARENGUIN

## TRI. Grand Paris Sud expérimente des capteurs pour les déchets dangereux

L'agglomération Grand Paris Sud alerte sur l'augmentation des incendies de camions provoqués par la présence de déchets dangereux dans les poubelles d'ordures ménagères et de tri.

Dix. C'est le nombre de camions de collecte de déchets qui ont pris feu ces deux dernières années uniquement sur le territoire de l'agglomération Grand Paris Sud, à cheval entre l'Essonne et la Seine-et-Marne. Ces départs de feu ont tous eu lieu à cause de déchets dangereux jetés dans la mauvaise poubelle. Alors, la collectivité lance l'alerte sur ce « phénomène nouveau et en augmentation ».

### Piles, batteries et protoxyde d'azote

Ces déchets dangereux, ce sont les piles, les batteries et les bouteilles de protoxyde d'azote que certains habitants jettent dans les bacs jaunes, verts ou gris au lieu de les déposer en déchetterie.

De plus en plus présentes dans les poubelles des habitants du fait de son usage détourné en gaz hilarant, les bouteilles de protoxyde d'azote font peser un

risque pour les agents de collecte, tout comme les piles et les batteries.

« Lors de la collecte, les bacs sont retournés afin que les déchets tombent dans la benne à l'intérieur de laquelle ils sont ensuite compactés. C'est à ce moment-là qu'un frottement se crée qui, comme quand on allume un briquet, peut provoquer des étincelles et donc un départ d'incendie », explique Laurie Pfalzgraf cheffe du service de la sensibilisation et de la réduction des déchets à Grand Paris Sud

### Des capteurs dans les camions

Dans ces cas, soit la benne a le temps d'être vidée sur la route pour limiter les dégâts et essayer d'éteindre le feu, soit l'incendie gagne tellement en intensité qu'il se propage jusqu'à la cabine, mettant en danger la vie du conducteur du camion.

« Il y a un an, la moitié d'un camion a brûlé à cause de la présence de ces objets dangereux. Il vient tout juste de revenir de réparation », précise Victor Ferreira, responsable adjoint de la régie de collecte des déchets de Grand Paris Sud.



Il y a encore quelques mois, les camions de collecte de la régie de Grand Paris Sud et de ses prestataires n'étaient pas sujets à des incendies durant l'entièreté de leur période d'exploitation. Jusqu'à aujourd'hui, les incendies de camion n'ont pas fait de blessés. Photo transmises à RSM77

Les agents de collecte n'ayant pas la possibilité de voir à l'intérieur des bacs de collecte, l'agglomération expérimente l'installation de capteurs dans les camions, qui, grâce à l'intelligence artificielle, vont pouvoir alerter sur l'arrivée

d'un déchet dangereux dans la benne.

### L'IA détecte les erreurs de tri

« Une rafale de photos est prise au moment où les bacs sont reversés pour évaluer ce

déchet dangereux », précise Laurie Pfalzgraf

Pour le moment, seuls six camions embarquent cette technologie. Cependant, tous, à la fois ceux de la régie de Grand Paris Sud et ceux des prestataires, en seront équipés d'ici au second semestre de l'année 2026, grâce notamment à une subvention de l'éco-organisme agréé par l'État, Citeo.

Outre alerter en temps réel, le capteur permet aussi de connaître les secteurs dans lesquels les erreurs de tri sont les plus nombreuses. L'agglomération peut ainsi mieux cibler les campagnes de sensibilisation menées par son équipe d'ambassadeurs du tri.

« L'objectif n'est pas de culpabiliser l'utilisateur, car parfois, il croit bien faire en mettant ces déchets dangereux dans les ordures ménagères sans savoir que ça doit aller en déchetterie. Il s'agit plutôt de l'informer et l'accompagner », ajoute Laurie Pfalzgraf

Outre la déchetterie, les petits déchets d'équipements électriques et électroniques peuvent être déposés dans des points de collecte dans les centres commerciaux et les supermarchés.

• Thibaut FAUSSABRY

## ENVIRONNEMENT. Pour lutter contre les dépôts sauvages, des caméras vont être déployées dans le département

Alors que les dépôts sauvages sont toujours aussi nombreux, le Département de Seine-et-Marne a choisi de passer à la vitesse supérieure. Ainsi, des caméras Vizzia vont être déployées dans 41 communes pour prendre sur le fait les auteurs de ces incivilités.

### SEINE-ET-MARNE

« Le paysage vous plaît ? ». C'est une question bien rhétorique qui est posée autour des affiches accrochées à droite de la scène de l'Escale, à Melun, ce mardi 9 décembre. Sous cette simple interrogation, c'est un paysage de plaine, sous le soleil, au printemps, qui s'étend au lointain. Le premier plan fait moins rêver : un tas d'ordures, des sacs-poubelle, du plâtre...

Bref, vous l'aurez compris, un dépôt sauvage. Pour la première fois, le Département de Seine-et-Marne organisait ses Assises départementales des dépôts sauvages. L'occasion de présenter une expérimentation inédite pour tenter de lutter contre ce fléau.

Ces Assises étaient donc une première pour le Département. L'objectif ? « Montrer que nous sommes plusieurs à être investis sur le sujet des dépôts sauvages. L'idée, c'était de réunir tout le monde et

### Expérimentation inédite

Toutefois, cette dynamique est nationale, « et il n'y a pas d'explication simple et rationnelle de cette situation », continue Béatrice Rucheton.

Si des conventions d'accès aux déchetteries existent avec

d'échanger », explique Béatrice Rucheton, vice-présidente du Département en charge de l'environnement.

Il faut dire que l'enjeu est important, et que la situation ne semble pas s'améliorer. Ainsi, sur les routes gérées par le Département, 920 tonnes de déchets sauvages ont été ramassées en 2023, pour une enveloppe d'un peu plus de 926 000 euros. En 2024, ce sont 1 230 tonnes qui ont été récupérées, pour plus de 1,1 million d'euros (mais on compte un reliquat de 38 834 euros de 2023 dans ce montant). « C'est un temps passé à ramasser les déchets qui ne permet pas d'assurer d'autres missions », rappelle Céline Christe, sous-directrice des usagers et de la sécurité à la Direction des routes de Seine-et-Marne.

En clair, ces caméras, s'appuyant sur le réseau de Seine-et-Marne Numérique et pouvant bénéficier d'un financement régional, seront installées dans des sites réputés pour être des points de dépôts sauvages. Elles ne nécessitent pas de travaux, se déplacent facilement, et n'enregistrent que lorsqu'elles détectent un mouvement. Elles permettront d'identifier les auteurs, notamment grâce à leur plaque d'immatriculation. Et la mairie, alertée par le système, pourra enclencher une procédure.

Dans le détail, quelque 41 communes vont tester le dispositif. Des villes de toutes les tailles, puisque Chelles, la deuxième ville de Seine-et-Marne, l'essaye, tout comme Vanvillé, 186 habitants, ou Dagny, un peu moins de 300 habitants. Les caméras tourneront, du moins

quatre syndicats, à savoir le Smitom Nord, le Sietrem, le Smetom Geeode et le Smetom Vallée du Loing, ce dispositif n'empêche pas les dépôts sauvages ramassés par le Département le long des routes dont il a la compétence, et dans les espaces naturels sensibles. Et il y a la limite de la nature du dépôt, ainsi que des horaires des déchetteries.

Face à ce constat, une expérimentation inédite va être menée, avec le déploiement au premier semestre 2026 de dix caméras Vizzia à travers le département. « C'est une première nationale sur un territoire si vaste », souligne-t-elle.

Parmi les maires présents, qui bénéficieront ce dispositif, on retrouve notamment Alain Truchon, le maire de Villiers-en-Bière. Pour lui qui rencontre régulièrement cette problématique du dépôt sauvage, notamment à proximité du pont qui enjambe la D372 pour retourner en direction de Dammarie-lès-Lys, en sortant du centre commercial, « l'initiative est bienvenue ». « J'espère qu'elle portera ses fruits, et que nous pourrions intercepter les dépôts », souligne-t-il.

Il précise que, de son côté, il est surtout confronté aux déchets d'espaces verts, ou encore issus de travaux. Mais, quelques



Les maires de plusieurs communes ont été reçus pour l'annonce du dispositif par le Département. PVRISM77

dans un premier temps, entre les communes.

### « Un vrai fléau »

« On en subit sur tous les espaces libres. On a déposé plusieurs plaintes, mais il n'y a pas eu de suite », indique l'édile de la commune d'un peu moins de 4 000 habitants.

tous les jours ! C'est beaucoup de temps pour nos agents, qui doivent en ramasser partout, alors qu'ils ont d'autres choses à faire », déplore-t-elle.

Alors, forcément, quand le Département lui a présenté le dispositif, elle n'a pu que s'en réjouir. « C'était un grand plaisir de l'accueillir. Pour moi, la présentation a été concluante, et cela va nous aider à lutter. Mon seul regret est de ne pouvoir en bénéficier que trois mois. Mais je me dis que cela peut nous permettre de franchir le cap et de s'équiper, dans l'avenir », développe-t-elle.

Les premières caméras seront installées au premier semestre de l'année 2026. Il faudra maintenant attendre quelques mois pour en tirer un bilan.

• Paul VARENGUIN

### → Les communes concernées

Au total, quarante-et-une communes vont bénéficier de cette expérimentation. Il s'agit donc des communes suivantes : Annet-sur-Marne, Bernay-Vilbert, Boissise-le-Roi, Cemeux, Champagne-sur-Seine, Châtres, Chauconin-Neufmontiers, Chelles, Combs-la-Ville, Compans, Courtry, Dagny, Étrépilly, Fontainebleau, Guignes, Jutigny, La Grande-Paroisse, La Housaye-en-Brie, Le Pin, Lieusaint, Longperrier, Maisonnelles-en-Brie, Marles-en-Brie, Mity-Mory, Montereau-sur-le-Jard, Othis, Pontault-Combault, Rubelles, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Savigny-le-Temple, Servon, Thomery, Tourman-en-Brie, Trilbardou, Triport, Vanvillé, Vignely, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-Saint-Denis, Villevaudé, et Villiers-en-Bière.

**1230 tonnes**

de dépôts sauvages ramassés en 2024 par le Département

**DÉPÔTS SAUVAGES** | L'année prochaine, le conseil départemental va déployer dix appareils dans 41 communes. Un système conçu par deux anciens étudiants d'HEC et de l'école Polytechnique.

## Des caméras pour identifier et punir les pollueurs

Sophie Bordier

**LA GUERRE EST DÉCLARÉE** envers ceux qui prennent les bords des routes de Seine-et-Marne pour des poubelles. Pneus, gravats, déchets de chantiers, bouteilles... La direction des routes départementales collecte près de 1 000 tonnes de déchets par an, soit un coût d'un million d'euros.

Excédé, le conseil départemental s'inspire de ses voisins et déploiera, dès 2026, dix caméras sur 41 communes volontaires pour identifier les contrevenants et les punir. Une mesure annoncée lors de ses premières assises de lutte contre les dépôts sauvages, début décembre à Melun. Les pollueurs sont passibles d'une amende administrative pouvant atteindre 15 000 €.

**Il sera possible de lire les plaques d'immatriculation**

Le système émane de deux anciens diplômés d'HEC et de l'école Polytechnique à Palaiseau (Essonne), à partir d'un capteur 4G-5G de la taille d'une boîte à chaussures. « Il est facile à cacher et se déclenche en cas de mouvement, dès que des déchets apparaissent sur le sol. Le logiciel identifie les pixels en plus, décrit Katrin de Proyart, 29 ans, cofondatrice de Vizzia, société créée en 2023. Nous envoyons ces images à la commune, le plus souvent à la police municipale. Elle reçoit une alerte chaque matin. »

**1 000**

Le nombre de tonnes de déchets que ramasse chaque année la direction des routes départementales



Rubelles, le 11 décembre. Le village, où les abords de la D 471 sont régulièrement souillés, est l'une des communes concernées par le dispositif expérimental.

un chemin du village. Il s'est fait taillader la joue au cutter et a également été blessé à la main et à un genou. Il s'en est sorti avec huit jours d'ITT.

**Quand un contrevenant tente d'écraser un maire**

Le pire est parfois évité de justesse. En 2019 en Essonne, le maire de Dannemois avait été renversé par un automobiliste qu'il venait de surprendre en train de déverser des sacs de laine de verre près de la D 90, à Courances. L'élu s'en est sorti avec deux jours d'ITT. Son agresseur a été condamné à trois mois de prison avec sursis, 500 € d'amende et 600 € de dommages et intérêts.

En janvier dernier, la justice a sévi face aux auteurs de dépôts sauvages. Un protocole signé avec les procureurs de Seine-et-Marne, le département et l'union des maires et des intercommunalités, permet de remplacer l'amende de 135 €, jugée trop faible. Le délégué du procureur propose un stage de citoyenneté dédié au respect de l'environnement (entre 180 et 200 € aux frais du pollueur, en plus de sa journée de travail perdue) ou huit heures de travail d'intérêt général au profit de la commune si le maire le demande.

Dans les deux cas, les contrevenants ont obligation de prise en charge des frais de nettoyage. En cas de refus, une ordonnance pénale de 400 € est requise par le parquet. Trois fois plus que celle de 135 € ! La collectivité peut demander des dommages et intérêts à joindre au PV de constatation (avec la facture des frais d'enlèvement, etc.). C'est au tribunal de police de trancher ensuite.

La qualité des images permet d'identifier la plaque d'immatriculation d'un véhicule dont le conducteur a déposé les déchets. « On peut ainsi lancer une procédure prévue par le Code de l'environnement », ajoute la jeune femme. Forte de 80 salariés, Son entreprise équipe déjà 200 communes comme Orléans (Loiret), Strasbourg (Bas-Rhin), Avignon (Vaucluse), Annemasse (Savoie), Gex (Ain), mais aussi Garges-lès-Gonnesse et Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), Chantilly (Oise)... Elle présente un bilan plus encourageant : dans ces 200 communes, les déchets ont « diminué de 90 % », annonce Katrin de Proyart.

En Seine-et-Marne, les 41 communes souvent touchées recevront à tour de rôle une caméra durant cette année d'expérimentation. « C'est une bonne idée et j'espère que ce sera efficace. Sur la D 471,

près d'un petit bois, nous constatons énormément de dépôts sauvages. Les habitants s'en plaignent », soupire Françoise Lefebvre, maire de Rubelles, près de Melun.

Coût de l'investissement pour le département : 300 000 €, incluant les frais d'installation et de déplacement des caméras et le logiciel d'exploitation des images. Il devrait être cofinancé par la région et son fonds propre à hauteur de 80 %.

En 2022, grâce à des images satellitaires, le département avait identifié plus de 200 dépôts illégaux, pas forcément sur des routes départementales. Un nombre réactualisé à la hausse (410). « Des dispositions ont été prises avec la pose de barrières ou la construction de merlons », précise Béatrice Rucheton, vice-présidente du conseil départemental en charge de l'environnement.

Les pollueurs se montrent parfois violents envers les élus ou le personnel d'une mairie qui constatent le flagrant délit. Le 24 mars 2025, vers 9 h 30, à Jablines, un agent communal est tombé nez à nez avec deux hommes qui sortaient de la laine de verre de leur Renault Master pour la jeter sur



Forêt de Fontainebleau, le 12 décembre. Le conseil départemental dépense près de 1 million d'euros par an pour collecter les déchets.

# Transition écologique

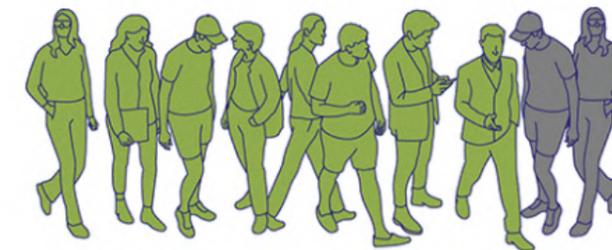


# Changement climatique : comment a évolué l'opinion des Français en 10 ans ?

## Changement climatique

D'après la 26<sup>e</sup> vague du baromètre « Les représentations sociales du changement climatique », les Français se disent plus inquiets par les conséquences du réchauffement climatique. Nombre d'entre eux observent déjà ses effets et déclarent modifier leurs comportements pour contribuer à la transition, tout en attendant des pouvoirs publics qu'ils agissent davantage.

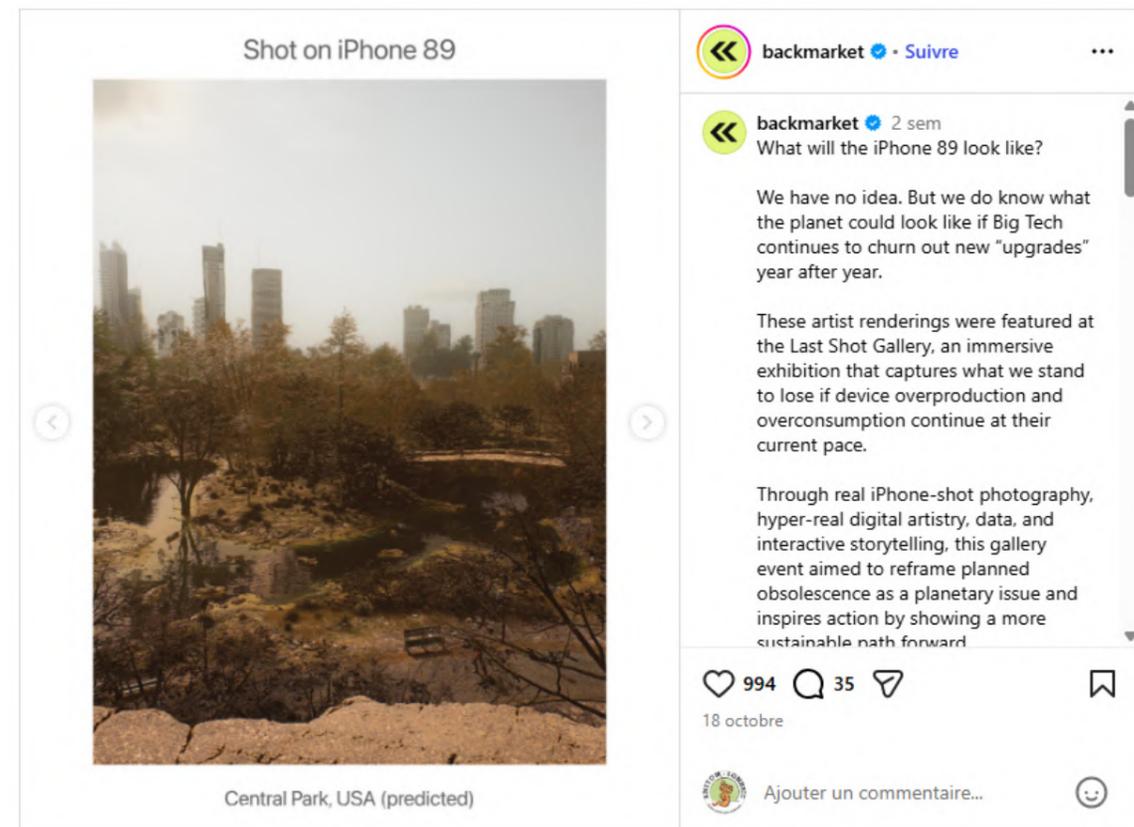
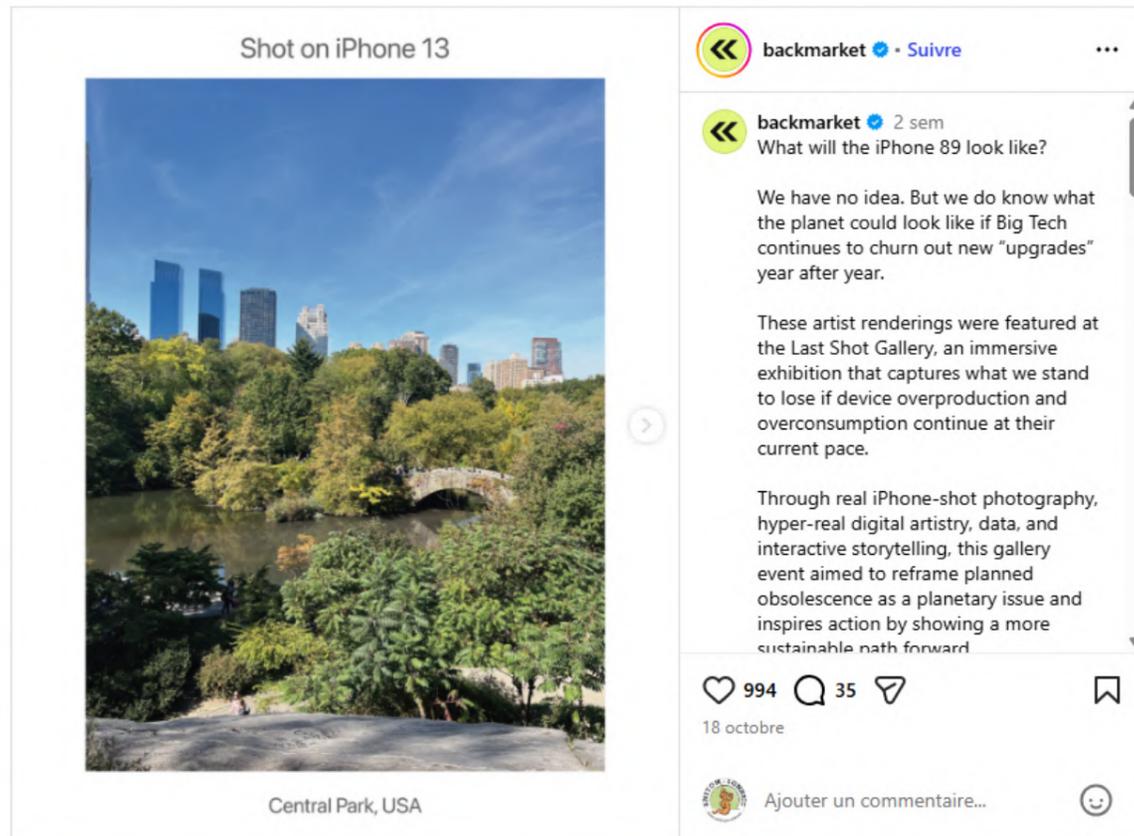
### Environnement : une préoccupation forte... mais pas prioritaire



Près de  
**8 FRANÇAIS SUR 10**  
accordent de l'importance à la  
protection de l'environnement.

L'environnement et la transition écologique restent, au fil du temps, parmi les principales préoccupations des Français, bien que leur classement dans les priorités pour la France varie en fonction des événements conjoncturels.

[Lire la suite de l'article](#)



## Réparer l'électroménager avant la panne avec l'association UnNouveauCycle



### Économie circulaire / Déchets

Chaque année en France, des centaines de milliers de tonnes d'électroménagers finissent à la casse, faute d'entretien. À Paris, une initiative innovante cherche à changer la donne : réduire le gaspillage tout en offrant des opportunités de formation aux personnes éloignées de l'emploi. Une approche qui allie écologie et solidarité...

## POURQUOI PRÉFÉRER UN SMARTPHONE RECONDITIONNÉ ?

### LE RÉFLEXE DU NEUF A ASSEZ DURÉ

Plus de **10 milliards** de smartphones



**3/4 DES IMPACTS DU SMARTPHONE SONT LIÉS A SA FABRICATION**

► épuisement des ressources 70 matériaux différents nécessaires  
► rejets toxiques dans l'eau, les sols, atteintes à la biodiversité...  
► émissions de gaz à effet de serre avec beaucoup de transport et d'énergie consommée

+ des impacts sociaux et sanitaires conditions de travail, droits humains, conflits liés à l'extraction minière...

Lire la suite de l'article

## POURQUOI PRÉFÉRER UN SMARTPHONE RECONDITIONNÉ ?

### LE RÉFLEXE DU NEUF A ASSEZ DURÉ

Plus de **10 milliards** de smartphones vendus dans le monde depuis 2007

Source : Gartner, International Data Corporation et Greenpeace



**3/4 DES IMPACTS DU SMARTPHONE SONT LIÉS A SA FABRICATION**

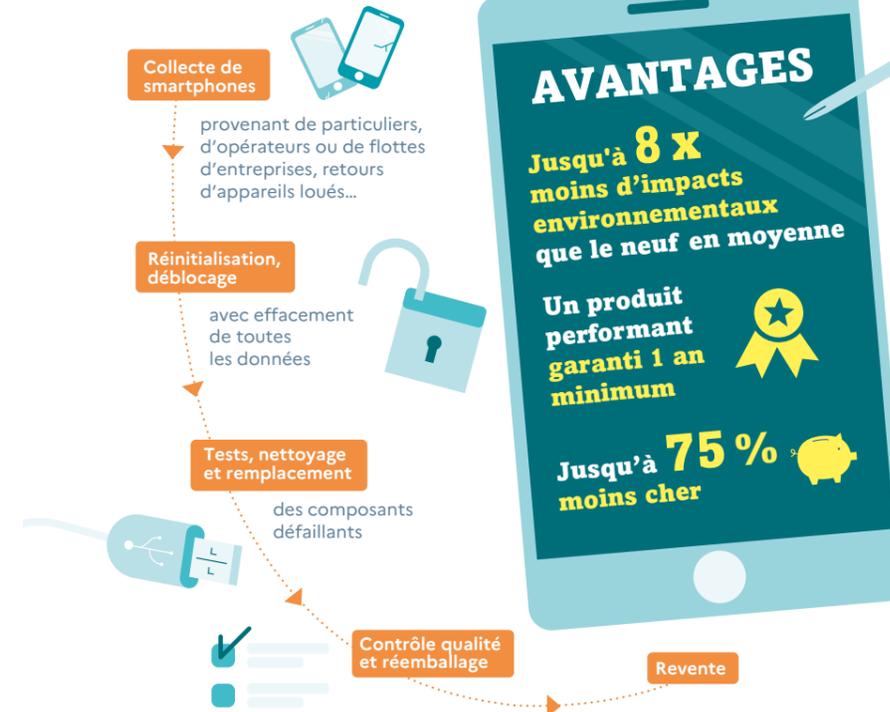
► épuisement des ressources 70 matériaux différents nécessaires  
► rejets toxiques dans l'eau, les sols, atteintes à la biodiversité...  
► émissions de gaz à effet de serre avec beaucoup de transport et d'énergie consommée



+ des impacts sociaux et sanitaires conditions de travail, droits humains, conflits liés à l'extraction minière...

### LE RECONDITIONNÉ : QUE DES ATOUTS !

#### LE RECONDITIONNEMENT, COMMENT ÇA MARCHE ?



#### AVANTAGES

Jusqu'à **8 x** moins d'impacts environnementaux que le neuf en moyenne

Un produit performant garanti 1 an minimum

Jusqu'à **75 %** moins cher

**82 kg** de matières premières économisées  
**87 %** de GES en moins

**Un marché français en plein essor**

- Plus d'1/3 des Français ont déjà acheté un smartphone de seconde main.
- 3,2 millions de smartphones reconditionnés vendus en 2021, soit environ 262 000 tonnes de matières premières économisées et 80 000 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> évitées.

Source : GFK, Arcep - enquête annuelle "pour un numérique soutenable" 2eme édition.

Lire la suite de l'article

## RÉGAL : des réseaux régionaux au service de la lutte contre le gaspillage alimentaire



Pour dynamiser la lutte contre le gaspillage alimentaire, plusieurs territoires français ont créé des Réseaux pour Éviter le Gaspillage Alimentaire (RÉGAL). Soutenus par l'ADEME, leurs coordinateurs mettent en lien des acteurs du territoire, diffusent des bonnes pratiques et contribuent à la réalisation d'actions concrètes.

Novembre 2025

## Coopérer pour réduire le gaspillage sur tout le territoire

En 2023, en France 9,7 millions de tonnes de déchets alimentaires ont été produits, soit quelque 129 kg par personne et environ 40 % des produits jetés sont encore comestibles. C'est face à ce constat alarmant que les RÉGAL ont été créés. « Ils contribuent à atteindre des

[Lire la suite de l'article](#)

## Sobriété : comment concilier magie de Noël et écologie ?

Alors que les Français restent majoritairement attachés aux fêtes de fin d'année, moins d'un Français sur cinq pense à l'écologie au moment des fêtes. Pourtant, entre les cadeaux, les emballages, les repas, etc, les fêtes de fin d'année ont des impacts écologiques importants. Face à ce constat, l'ADEME publie une étude inédite sur « Les impacts environnementaux des fêtes de fin d'année », ainsi qu'un [tutoriel](#) proposant des recommandations et idées pour un Noël festif et plus respectueux de l'environnement.

Dans cette étude, l'ADEME a sondé les Français pour mieux connaître leurs pratiques de consommation au moment des fêtes de fin d'année, mais également comprendre la façon dont ces fêtes sont perçues, au regard des enjeux environnementaux, et les efforts que chacun est prêt à faire pour concilier fête et écologie.

Ainsi, 72% des Français accordent de l'importance à ces fêtes, 61% d'entre eux considérant qu'il s'agit d'un moment de convivialité pour se retrouver avec son entourage proche.

Toutefois, seuls 41% des Français associent les fêtes de fin d'année à une période à fort impact environnemental.

L'étude de l'ADEME présente ainsi un panorama de pratiques plus écoresponsables selon leur acceptabilité et leur efficacité perçue. Si certains gestes sont considérés comme efficaces sur un plan environnemental tout en restant acceptables (cuisiner des produits de saison et locaux, réutiliser les décorations, faire une liste de cadeaux/choisir des cadeaux utiles...), d'autres en revanche rencontrent encore peu d'adhésion (offrir des cadeaux d'occasion ou reconditionnés, limiter la viande ou le poisson pour les repas, réduire les décorations lumineuses...). Pourtant, ces pratiques figurent parmi les plus impactantes en termes d'émissions de gaz à effet de serre.

[Lire la suite de l'article](#)

MELUN

## RENCONTRE. Un héron en matériaux recyclés élit domicile sur les berges de Seine

Depuis quelques jours, Marc Duquesnoy a investi les berges de Seine, au niveau du quai de la Courtille, à Melun. L'artiste venu de Corrèze y conçoit la sculpture d'un héron, construite en matériaux recyclés. On l'a rencontré.

Un héron sur les bords de Seine, quoi de plus classique nous direz-vous. Oui, mais celui-ci est en bois. Ces derniers jours, l'artiste Marc Duquesnoy a commencé l'installation, et poursuit la création de son œuvre, qui prend place sur les berges de Seine, au niveau du quai de la Courtille, à Melun.

### Un héron sur les bords de Seine

Après le dodo ou encore le cygne, c'est donc un héron qui va se poser le long de la Seine. Le choix de l'artiste, Marc Duquesnoy, fait suite à l'appel à projet lancé il y a quelques mois par la Ville de Melun et le Smitom-Lomblic, « dans le cadre de l'aménagement des berges de Seine et de la politique culturelle hors-les-murs », comme le rappelle la Ville.

Comme pour les précédentes réalisations, la sculpture devait représenter un élément du patrimoine local ou de la faune et de la flore melunaises, et surtout

être réalisée avec des matériaux recyclés. « Nous avons reçu une quinzaine de candidatures. Avec le Smitom-Lomblic et l'agglomération Melun Val de Seine, nos partenaires chaque année, nous voulions étoffer le parcours artistique et touristique de l'île Saint-Étienne avec une nouvelle sculpture en bois représentant cette fois-ci un héron », rappelle Mathieu Duchesne, adjoint au maire à la culture.

« C'est intéressant de travailler sur une œuvre vivante, ça raconte une histoire, un vécu... »

MARC DUQUESNOY, artiste

Et c'est finalement Marc Duquesnoy, fort de ses réalisations sur le sentier d'interprétation en forêt de Blanchefort (Corrèze), qui a été choisi. « Le projet proposé par cet artiste nous a beaucoup plu. Pendant quelques années, ce héron se verra de loin. Il sera solide, élégant, élancé

mais sans être trop fin. Sur le papier, il avait une bonne tête », continue-t-il.

### Une œuvre temporaire

Après avoir récupéré du métal, Marc Duquesnoy a donc commencé l'assemblage et les soudures de la structure dans son atelier, situé en plein cœur du Limousin, en Corrèze.

Visseuse à la main, en haut de son escabeau, il travaille à la réalisation du héron, haut de 3,20 mètres. Méthodiquement, il place chaque morceau de bois, et donne petit à petit vie à l'animal. Coïncidence, il est même surveillé par un héron, un vrai cette fois, posté à quelques mètres de là. « J'utilise du bois de palettes local, et du châtaignier creux de ma région. Ce bois a un veinage particulier », explique-t-il.

Sous l'animal, il créera ensuite un nid, pour lequel il va employer du bois qu'il ira chercher à Rubelles, après avoir posté une petite annonce sur



Melun, le mercredi 3 décembre. Marc Duquesnoy est en train de bâtir un héron en matériaux recyclés sur les berges de Seine. PV/RSMT77

Internet. « J'aime travailler avec les matériaux de récupération, c'est quelque chose de particulier », précise celui qui a fait, dans sa carrière, du land art, mais aussi des sculptures monumentales à la tronçonneuse. L'œuvre devrait être livrée

pour la mi-décembre et est censée durer approximativement cinq ans, mais cela n'ennuie pas plus que cela l'artiste. « Je me dis qu'après la dégradation, il y aura toujours le squelette. Et c'est intéressant de travailler sur une œuvre vivante,

ça raconte une histoire, un vécu... », termine-t-il.

En tout cas, elle aura laissé une trace dans l'esprit des jeunes, puisque des rencontres ont eu lieu pour les sensibiliser au métier d'artiste.

Paul VARENGUIN

# Recyclage & traitement





## 5 start-ups françaises qui redéfinissent l'upcycling

05 Juin 2025 6 min

Transformer les déchets en ressources, créer de nouveaux produits à forte valeur ajoutée, entreprendre et innover durablement. L'upcycling – ou surcyclage – gagne du terrain dans l'économie française. Cette pratique, qui consiste à revaloriser des matériaux usagés plutôt que de les jeter, s'impose peu à peu comme une réponse concrète aux enjeux environnementaux. Elle séduit de plus en plus d'entrepreneurs en quête de sens et de modèles vertueux. La journée mondiale de l'environnement organisée chaque année le 5 juin par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), vise à sensibiliser le grand public sur les problématiques environnementales et la protection consciente de notre planète. Cette année, le PNUD s'est focalisé sur le défi de la pollution plastique. D'après un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) réalisé en 2024, sans un encadrement réglementaire renforcé, la production mondiale de plastiques pourrait bondir de 70 % d'ici 2040, passant de 435 à 736 millions de tonnes. Dans ce scénario, seuls 6 % des plastiques utilisés proviendraient de matières recyclées. Avec pour mot d'ordre "mettre fin à la pollution plastique", cette Journée mondiale est l'occasion de se pencher sur les différents procédés d'upcycling utilisés par les start-ups dans l'industrie de transformation des matériaux, de la mode ou du textile. Focus sur cinq d'entre elles.

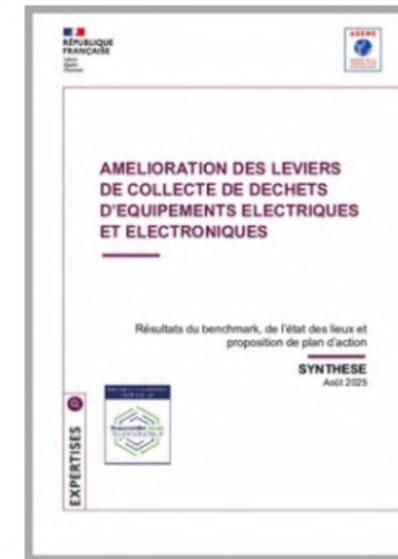
### LOSANJE : LA MODE CIRCULAIRE MADE IN FRANCE

En début d'année 2025, la start-up Losanje, spécialisée dans l'upcycling de textiles en fin de vie provenant de France (de friperies notamment) s'est fixé un bel et grand objectif : "accélérer l'industrialisation de l'upcycling textile et produire 180 000 pièces revalorisées par an". Pour ce faire, les deux entrepreneurs derrière cette jeune pousse – Simon Peyronnaud et Mathieu Khouri – fondée en 2020 à Nevers (Nièvre), ont lancé une campagne de financement participative sur plateforme d'investissement durable Lita.co. Après une levée de fonds réussie en 2023 (2,7 millions d'euros), Losanje ambitionne d'aller plus loin, avec pour projet de créer des vêtements encore plus originaux et surtout plus responsables. Depuis ses ateliers situés en France, la start-up a déjà valorisé depuis sa création, plus de 25 000 kg de vêtements et textiles de seconde main. Son innovation ? Une technologie pour industrialiser et automatiser le processus de découpe des textiles via la robotique. Passer de l'upcycling artisanal à un recyclage des textiles à échelle industrielle.

[Lire la suite de l'article](#)



Nov - déc 2025



## Amélioration des leviers de collecte de déchets d'équipements électriques et électroniques

État des lieux et propositions pour améliorer la collecte en France

### Présentation

Afin d'identifier les leviers à mobiliser pour que la France atteigne l'objectif européen de collecte de déchets d'équipements électriques et électronique...

[Lire la suite](#)

### Présentation

Afin d'identifier les leviers à mobiliser pour que la France atteigne l'objectif européen de collecte de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), l'ADEME a mené un état des lieux aux niveaux européen et national.

L'étude présente plusieurs volets :

- Le premier volet de l'étude présente un panorama des pratiques européennes. Il propose ensuite une analyse approfondie de huit pays dans l'objectif de bénéficier de leurs retours d'expérience.
- Le deuxième volet réalise un état des lieux des pratiques de collecte en France afin d'en comprendre les mécanismes et d'identifier les freins existants.
- Le troisième volet propose 11 actions prioritaires et 13 actions non prioritaires à mettre en place pour améliorer les objectifs de collecte de DEEE en France, par rapport à l'année 2022. Ces actions ont été définies sur la base des deux premiers volets et d'ateliers de concertation.

[Lire la suite de l'article](#)



Nov - déc 2025



## **SMITOM-LOMBRIC**

Syndicat mixte de collecte et traitement  
des déchets ménagers du Centre Ouest Seine-et-Marne

Rue du Tertre de Chérisy  
77000 Vaux-le-Pénil

lombric.com •  /smitom.lombric  
 /smitomlombric •  /smitomlombric